

L'IMPÉRIALISME À L'OFFENSIVE, LES PEUPLES À LA RIPOSTE

Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotraiquants - sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.

Les appétits impérialistes se déchaînent

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit bien en Palestine, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

Kanaky, Afrique, et l'impérialisme français

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif. En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

Les peuples relèvent la tête

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples d'Amérique latine subissent le même ennemi : la bourgeoisie américaine.

Mais, aux États-Unis, sept millions de manifestants ont défilé le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime. Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue. Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage. Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.

Éditorial du lundi 27 octobre 2025

Ce tract t'a plu ? Laisse-le traîner là où il sera lu...

Les urgences de la Côte fleurie fanent

Les urgences de la Côte Fleurie ont une fois encore dû fermer, pendant un jour, de vendredi à samedi dernier. La direction n'a pas communiqué officiellement sur la raison de la fermeture, mais il s'agit probablement d'une pénurie de soignants. Les patients et les malades font donc les frais des politiques d'austérité, et cela ne s'arrangera pas avec le nouveau budget proposé par Lecornu : les franchises médicales et la participation forfaitaire devraient doubler !

Violences conjugales : 272 400 victimes

C'est le chiffre de 2024, issu du ministère de l'Intérieur, en hausse de 0,4 % par rapport à 2023. Les victimes sont très majoritairement (84 %) des femmes et les violences ont été perpétrées très majoritairement par des hommes (85 %). Près des deux tiers des victimes d'un partenaire ou ex-partenaire ont subi des violences physiques, un tiers des violences verbales ou psychologiques et 5 % des violences sexuelles. Selon le collectif Nous Toutes, ces chiffres sont « en dessous de la réalité, [car basé uniquement] sur les plaintes déposées. [Or] beaucoup de personnes, pour des raisons différentes, ne peuvent pas se rendre dans un commissariat pour expliquer les malheurs qu'elles peuvent vivre ».

Ça boume pour les banques

L'économie est peut-être morose mais les grands patrons ne connaissent pas la crise. Depuis le 1^{er} janvier l'indice du CAC40, qui sert d'indicateur aux 40 plus importantes entreprises cotées en Bourse, a progressé de 10,8 % pour une inflation estimée à 1,8 %. Parmi ces privilégiés, les banques font un tabac : +46 % pour la BNP Paribas, +24 % pour le Crédit agricole et +97 % pour la Société générale. Ce qui n'empêche pas ces banques de faire raquer toujours plus leurs clients. Les cotisations pour les cartes bancaires, les frais liés aux virements et les frais de tenue de compte ont bondi de 8,23 % en 2024. En résumé les banquiers continuent de se goinfrer sur notre dos.

Stellantis Caen : caféomancie du chômage

Les deux derniers vendredis, les ouvriers de Stellantis Caen ont eu droit à du chômage dans presque tous les secteurs de l'usine. L'encadrement laisserait entendre cependant que les mois de novembre et décembre seront très chargés - lire dans le marc de café en gobelet des distributeurs qui passent les commandes, c'est

tout un art... Mais pas besoin d'être devin pour savoir que les commandes et les heures supplémentaires ne repartiront pas ce week-end, elles coûteraient trop cher : le 1er novembre est férié...

Palestine : ni paix, ni justice

Même depuis le cessez-le-feu du 10 octobre, les bombes continuent de tomber sur les Gazaouis et l'aide humanitaire est régulièrement ralentie ou bloquée. Le bilan dépasse les 67 000 morts. L'extrême droite israélienne pousse pour terminer le génocide entamé il y a 2 ans, maintenant qu'il n'y a plus le frein des otages israéliens. Les Palestiniens de Cisjordanie subissent toujours le harcèlement et les assassinats de colons déchainés qui veulent s'emparer de leurs terres et leurs maisons.

Les soignants manifestent en soutien à Gaza!

Samedi 11 octobre dernier, ce sont presque 400 soignants et soignantes qui se sont retrouvées devant l'hôpital Tenon à Paris pour manifester leur soutien au peuple palestinien. Les hôpitaux sont en ruines et les soignants palestiniens peinent à s'occuper de toutes les victimes de ce génocide. Le cessez-le-feu n'effacera pas ces cicatrices et ne marque pas la fin de la colonisation. Continuons de montrer notre soutien à Gaza !

Tunisie : grève contre un pollueur à Gabès

La ville de Gabès, dans le sud tunisien, a été paralysée par une grève générale le 21 octobre afin de mettre un terme à la pollution générée par un complexe chimique produisant de l'acide phosphatique. Des fuites de gaz ont entraîné plus de 200 cas d'intoxication, particulièrement d'enfants, survenus depuis début septembre. De plus, Roullier, une entreprise française produisant des compléments alimentaires pour l'élevage et possédant 2 usines à Gabès, achète son phosphate au groupe chimique tunisien. L'État tunisien n'a pas appliquée sa décision prise en 2017 de démanteler les unités polluantes, mais au contraire à décider d'augmenter la production de produits chimiques. Quant à l'État français, bien qu'au fait de la situation sur place, il n'a pas condamné l'entreprise Roullier.

Pour autant, cela fait maintenant trois semaines que les mouvements de protestation ébranlent cette ville de 400 000 habitants. La lutte continue.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacae@npa-revolutionnaires.org)

✉ npa_revo_caen